

Collectif Les Morts de la Rue

« En accompagnant ces morts, nous agissons aussi pour les vivants »

LES EXCLUS DE LA SOCIÉTÉ SONT AUSSI EXCLUS DE LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE (Ou Le silence (honteux) des candidats sur le scandale de la vie à la Rue)

Pour l'instant, Aucun candidat ne dit mot de ceux qui constituent pourtant la partie la plus visible de de la précarité et dont la présence sur nos trottoirs crève les yeux, ceux que la misère ou le malheur ont jetés dans la rue, qui ne constituent pas une catégorie socio-professionnelle, mais la catégorie de l'extrême, ceux qui, pour mille raisons, n'ont et ne sont plus rien, le peuple de la rue.

Personne n'en parle, sauf pour craindre leur mort. Les politiques de toutes tendances, ne sachant que faire de ces grands exclus, dans la crise actuelle, ont décidé de se taire. Ah ! Il est loin, le temps des belles formules incantatoires de Jospin ou de Sarkozy promettant que bientôt personne ne dormirait plus dans la rue !

Le silence du Président...

Quand le président de la République en exercice s'est cru obligé par le grand froid de faire au moins une visite dans un hébergement du SAMU social, ce fut en catimini, sans prévenir personne et sans dire un mot, pas même de l'ambitieuse *Rénovation* (sic) du système de l'aide sociale, engagée depuis deux ans par son ministre du logement, avec ce présomptueux slogan : « Le logement d'abord ».

Au fait que pouvait-il dire, venant d'être échaudé par deux rapports aussi sévères pour le gouvernement, l'un du Parlement et l'autre de la Cour des Comptes sur cette réforme d'ailleurs parfaitement ignorée de l'opinion, qui reste, faute de moyens, « une coquille vide », donc un leurre masquant mal une situation qui stagne ou plutôt de l'avis général, se dégrade.

Le silence de l'Opposition

Cherchons donc, pour y remédier, dans les 60 propositions du principal candidat de l'Opposition. Rien. Ou de vagues promesses : « Une concertation avec les acteurs sociaux sur la lutte contre la précarité », « un coup d'arrêt sera porté à la procédure de révision des politiques publiques, « 25% de logements sociaux de plus ». Pas une proposition pour faire cesser le scandale des « sans-abri ». Pourquoi le candidat de l'opposition ne fait-il pas, comme tout le monde, le constat de la faillite d'une politique de l'urgence et de l'hébergement de masse trop longtemps pratiquée? Pourquoi ne propose-t-il pas, pour sortir les gens de la rue, une politique courageuse de l'accompagnement personnalisé vers l'autonomie, radicalement opposé à « l'assistanat habilement dénigré par son adversaire, pour devenir un argument de campagne ? Les idées ne manquent pourtant pas. On sait ce qu'il faut faire. Partout en France on voit éclore toutes sortes d'initiatives locales, en termes d'accompagnement, d'hébergement, d'insertion professionnelle, certaines expériences cumulent ces initiatives. Elles sont plus inventives les unes que les autres et pourraient constituer les prototypes d'une politique qui les fédère, contre l'assistanat, vers l'autonomie.

Piloter la diversité.

Mais il faudrait d'abord sortir de la confusion qui, dans l'opinion, amalgame en « SDF » un jeune en rupture familiale, un adulte en rupture conjugale, un malade mental, un « sorti de prison », etc.... La diversité des motifs qui vous mettent dans la rue réclame une remise à plat de la « question SDF », Elle requiert ensuite la mise en place d'une gouvernance transversale et donc d'une instance (un ministère ?) qui coordonne les problèmes de santé, d'emploi, de logement, de justice, de sécurité des gens de la rue et permette de travailler en réseau. Tous les ministères sont concernés, pas seulement celui du logement, comme actuellement, ne serait-ce que pour promouvoir une politique de prévention. Et pourquoi François Hollande ne propose-t-il pas pour la Rue ce qu'il a promis pour le handicap : « Je garantirai l'existence d'un volet « Handicap » dans chaque loi ». Pourquoi pas un volet « Rue » ou « Exclusion » ?

De l'assistanat à l'autonomie

Il faut ensuite assurer le parcours vers l'autonomie. Celle-ci passe par une série d'étapes incontournables, admises aujourd'hui par tous les acteurs sociaux. La première est le moment de l'errance, qu'il faut respecter quand le lien social a été rompu : avant même l'hébergement d'urgence, on devrait, pour renouer ce lien multiplier les lieux de pause et faciliter la domiciliation. Ensuite, pour éviter la stagnation mortifère, l'hébergement d'urgence doit être considéré comme un bref passage vers une stabisation pérenne. Cette fois, ce sont les logements intermédiaires qui manquent cruellement. Enfin la chaîne vers le logement social est actuellement bloquée par la crise de l'immobilier. On attend une politique de déblocage. De même que dans le secteur du travail, Mr Hollande promet une « sécurisation des parcours professionnels », pourquoi ne s'engagerait-il pas pour une « sécurisation du parcours de l'homme de la rue vers l'autonomie ». Cela passe par un accompagnement des personnes et donc aussi une politique de formation des accompagnants Il y a là, soit dit en passant, pour le chômage, un bassin d'emplois.

Le malaise de l'opinion

François Hollande et les autres candidats devraient se convaincre qu'un tel engagement pour la Rue ne serait pas mal vu de leur électorat mais répondrait à une sourde attente de la majorité des français. Il suffit d'interroger les riverains pour constater sur le terrain les solidarités anonymes et se rendre compte que le malaise et la mauvaise conscience devant le spectacle de la rue en France, sont majoritaires, en regard de l'agressivité d'une minorité confortée souvent malheureusement par le discours convenu des médias et l'indifférence des politiques. Quant à ces derniers, on comprend que l'inquiétude pour son propre avenir d'une partie croissante de la classe moyenne, mette hors de leur champ de vision la très grande précarité. Les gens de la rue viendront après. Ce serait pourtant le rôle des politiques d'en faire un préalable. .

Collectif les Morts de la Rue
22 février 2012
(Tribune dans Libération)